Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 53

p.a.f. 0,60 € - juin 2015

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Vive la classe ouvrière internationale !



Oyak Renault, le vote de la grève

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Banque du Vatican: *Béni soit le miracle de la finance !*

La banque du Vatican était connue pour son opacité à tel point qu'elle servait de centrale de blanchiment à toutes les mafias.

Soucieux de son image pas très catholique, le Vatican promulgue en 2010 des lois contre le blanchiment. Les bénéfices chutent alors drastiquement : de 86,6 millions à 2,9 millions en 2013. C'est dire l'ampleur du phénomène!

La banque embauche alors un spécialiste de la finance, et ô miracle, les profits remontent à 69 millions en 2014. Pour les connaisseurs, le miracle s'appelle « des placements qui rapportent ».

Au pape de prêcher la morale, la charité et la paix dans le monde et à sa banque de spéculer sur le riz, le blé, la dette grecque et les sociétés d'armement...

Inde : Ce n'est pas la canicule qui tue, c'est la misère et l'exploitation

La population de l'Inde subit actuellement une importante vague de chaleur. Déjà 1700 personnes sont mortes en un peu plus d'une semaine, le bilan le plus lourd depuis vingt ans. Dans ce pays où des centaines de millions de personnes vivent dans des conditions d'une effroyable misère, sans accès à l'eau ou aux services de santé, ce sont une nouvelle fois les plus pauvres qui meurent. La majorité des victimes sont d'ailleurs des travailleurs obligés de continuer à travailler sur les chantiers et dans les rues.

Quant au gouvernement indien, il est plus prompt à commander des Rafales achetés récemment à la France, qu'à agir face aux effets de la canicule.

FIFA : le ballon et les ronds

Plusieurs dirigeants de la FIFA (Fédération internationale de Football association), organisation qui chapeaute l'ensemble du monde du football à l'échelle de la planète, viennent d'être arrêtés en Suisse pour corruption, trafic, blanchiment d'argent… Ils auraient perçu des pots de vin pour l'attribution de plusieurs Coupes du monde, d'autres en échange de droits de retransmission à la télévision… Cette nouvelle provoque beaucoup d'émoi, mais le sport de compétition, c'est d'abord le fric et il est gangrené par les affairistes.

Maintenant il n'y a plus qu'à arrêter aussi les principaux banquiers, les grands dirigeants de multinationales dont la probité ne vaut guère mieux que celle des dirigeants de la FIFA… et ça ira mieux pour tout le monde, sur les terrains de foot, comme dans la vie de tous les jours.

Mais ça, il faudra que les travailleurs le fassent eux-mêmes !

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte

IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Vive la grève des travailleurs en Turquie, vive la classe ouvrière internationale !

Une vague de grève secoue le secteur de l'automobile turc, dont le centre est la zone industrielle Bursa, à 200 km d'Istanbul, où quelques 300.000 ouvriers produisent des pièces de voitures et les assemblent.

Par la dévaluation de la livre turque, les salaires avaient perdu 25% de leur pouvoir d'achat. Début mai, les travailleurs de Bosch, suite à une grève, avaient obtenu une augmentation conséquente, équivalente à 130 €/mois. Encouragé par ce succès, la grève a gagné d'autres usines de l'automobile, comme Ford, Fiat et Renault-Oyak. Au plus fort du mouvement, 16.000 travailleurs étaient en grève, dans près de 50 usines, dont plusieurs étaient occupées.

Pour défendre leurs salaires, les travailleurs avaient contre eux non seulement le patronat et l'Etat turc toujours prompt à réprimer la contestation, mais aussi le syndicat unique et obligatoire de l'entreprise Türk-Metal-is, de mèche avec les patrons et dont certains dirigeants sont proches de l'extrême-droite. Dans les semaines précédant la grève, le mécontentement allait grandissant : chez Renault-Oyak, 14 travailleurs avaient été licenciés pour avoir rendu leur carte du syndicat Türk-Metal-is.

Plutôt que de faire confiance aux responsables syndicaux habituels, les travailleurs de Renault ont élu leurs propres dirigeants parmi leurs collègues. 200 ouvriers – souvent des jeunes – ont été élus par leurs camarades en grève pour former des comités chargés des différentes tâches d'organisation de la grève. 8 ouvriers ont été chargés des rencontres avec la direction, la police et l'Etat.

Les grévistes ne permettaient pas aux dirigeants élus par eux de décider seuls. De chaque négociation, ils devaient rendre compte aux grévistes qui discutaient ensemble de la marche à suivre et votaient leurs décisions par acclamation ou à main levée.

Alors, dès les premiers jours de la grève, le directeur, qui avait perdu toute son arrogance, s'est déplacé en personne chez Renault pour promettre la réintégration des 14 travailleurs licenciés. Plutôt que d'apaiser le mécontentement, cette annonce n'a fait qu'encourager les grévistes à poursuivre leur action.

Après près de deux semaines de grève, les grévistes ont obtenu 200 euros de prime annuelle garantie, 500 euros pour la reprise et l'assurance que l'accord salarial sera revu dans le mois qui vient. En outre, ils ont eu la garantie qu'il n'y aura pas de sanctions et que les délégués élus par les ouvriers seront maintenus comme seuls interlocuteurs valables, limitant ainsi l'emprise du syndicat Türk-Metal-is. Le 27 mai, au matin, ils ont repris le travail.

Mais au-delà de ces concessions patronales, les travailleurs grévistes ont gagné la conscience de leur propre force. En effet, pour une fois, c'est le patronat qui a eu peur. Peur que la grève s'étende, mais aussi du changement de l'état d'esprit. En effet, dans une usine où les travailleurs ont fait l'expérience qu'ils sont capables de s'organiser, où chaque gréviste est aussi un dirigeant de la grève, le rapport de force change profondément, bien au-delà de la grève.

La grève a été limitée à des revendications salariales. Mais en Turquie, les élections auront lieu dans deux semaines. Comme dans tous les pays, politiciens et démagogues de tout acabit se disputent les voix des travailleurs pour les élections à venir par des promesses qu'ils ne tiendront pas, certains vont même jusqu'à promettre un salaire minimum. Par leur grève, les travailleurs ont fait une démonstration politique importante : ils ont montré que par la grève, on peut obtenir des concessions patronales qu'on n'obtient pas par les élections ! Comme le dit un slogan des grévistes, *Dilenmek istemezsen, mücadele et*, « Si tu ne veux pas te retrouver à la rue, lutte ! »

Le succès de cette grève ne pourra qu'encourager les milliers de travailleurs qui continuent à se battre pour survivre face à un patronat rapace. Et elle est aussi une démonstration pour nous ici, contre tous les démagogues qui veulent nous faire croire que ce seraient les travailleurs trimant pour des salaires plus bas qui menacent nos emplois et nos salaires.

C'est le contraire qui est vrai. La « mondialisation » de l'exploitation permet aujourd'hui aux patrons de mettre en concurrence les travailleurs dans différents pays et de différents origines, y compris au sein d'un même groupe. Mais cette mondialisation peut se retourner contre les licencieurs et les exploiteurs et deviendra un jour une mondialisation des luttes.

La classe ouvrière internationale, quand elle se lève, est une force capable de balayer tout ce système d'exploitation dont la seule raison d'être est d'enrichir quelques milliardaires au détriment de toute la population !

Gand : Les éboueurs défendent leurs conditions de travail…

Derrière la saucisse grillée, une odeur de profit pourri

A Gand les travailleurs de la société IVAGO, chargée du ramassage des poubelles, ont fat grève une semaine fin mai. Ce qui a mis le feu aux poudres est une troisième mauvaise évaluation de suite pour un travailleur de 57 ans. Parce qu'il aurait mangé une saucisse pendant les heures de travail, il est menacé d'être licencié !

Derrière cela se cachent les pratiques de harcèlement et de sanctions de la direction pour imposer aux travailleurs des conditions de travail de plus en plus intenables pour tous ceux qui n'ont pas une condition de coureur de fond. Entre austérité communale et profits privés, les travailleurs ont bien compris que tout le monde est visé.

Les privatisations à la poubelle !

Le bourgmestre de Gand, Daniel Tirmont (Sp.a), a envoyé des huissiers chez les grévistes d'IVAGO pour les réquisitionner. Il invoque le danger pour la santé publique (ou pour l'image de la ville aux yeux des touristes ?).

C'est pourtant la ville, depuis très longtemps dirigée par des hommes politiques issus du parti socialiste flamand, qui a privatisé IVAGO dans les années 90, rendu payant les poubelles, supprimé des poubelles publiques, etc. Et c'est entre l'austérité de la ville d'un côté, et la soif de profit des actionnaires privés d'IVAGO – dont la multinationale Suez – que le service aux habitants de la ville et les conditions de travail des éboueurs se sont dégradés.

… à Mons aussi

A Mons aussi, les éboueurs défendent leurs conditions de travail…

Début mai, les agents de l'Hygea, l'Intercommunale de la gestion des déchets, protestent contre l'augmentation constante de leur volume de travail. Deux jours de grèves ont eu lieu, et les travailleurs, présents sur le site dès 5 heures du matin, ne démarrent qu'à 8 heures, pour faire pression sur leur direction. Ils revendiquent le retour à 2 hommes par camion pour ramasser les sacs et les cartons. La charge de travail « normale » de 9 tonnes par jour (!) est fréquemment dépassée de plusieurs centaines de kilos qui s'additionnent en tonnes supplémentaires à la fin de la semaine.

Cette croissance du volume des déchets est du reste la conséquence de la politique de l'intercommunale des déchets, qui tente par divers moyens de faire payer toujours plus les ménages. Les particuliers ne peuvent plus apporter eux-mêmes les plastiques recyclables au parc à conteneur ni, surtout, les « petits encombrants ». Une façon de les obliger à payer des sacs bleus et blancs, qui s'accumulent en plus sur la tournée des éboueurs.

Les travailleurs de l'Hygea ne veulent pas faire les frais de cette politique d'économie et de course à la rentabilité, et ils ont bien raison.

… et les pompiers !

Plusieurs centaines de pompiers, venus de différentes villes de Wallonie, ont manifesté leur colère à Mons, le 30 avril. Ils protestent contre les conséquences de la réforme de zones de secours-incendie, qui augmentent leur charge de travail tout en rognant sur les subsides de fonctionnement des casernes.

Le centre-ville a été bloqué par des piquets et des camions de sapeurs-pompiers, puis les hommes du feu ont mis la pression sur les négociations en cours en aspergeant le bâtiment du gouvernement provincial ainsi que la voiture du ministre de l'intérieur, Jan Jambon.

Le ministre s'en est tiré par des promesses qui n'ont pas dupé les travailleurs. Mais pour se défendre, les agents des services de secours auraient besoin, comme les travailleurs de tant d'autres secteurs publics, que se développe un mouvement d'ensemble contre les mesures d'austérité.

Ecowerf: Les travailleurs refusent de voir leur santé jetée aux ordures !

Le 20 mai dernier, les travailleurs d'Ecowerf, entreprise chargée de ramasser les poubelles dans l'est du Brabant, ont arrêté le travail. Ils doivent servir trois communes de plus, mais les camions nécessaires pour cela ne sont pas encore arrivés, le personnel supplémentaire pas embauché. Qu'à cela ne tienne, ils n'avaient qu'à allonger leur journée de travail, parfois jusqu'à 11 heures !

Face aux poubelles qui s'accumulaient, la direction d'Ecowerf semble avoir un peu plus compris l'urgence.

Jo Cornu grimpe dans le « benchmarking » des patrons détestés

Jo Cornu, administrateur général de la SNCB, n'a pas craint les dépenses pour que des sociétés de consulting lui fournissent des « expertises » justifiant sa politique : le « benchmarking » (terme anglais qui veut simplement dire comparer au standard). Une telle étude indiquerait que les cheminots de la SNCB travailleraient moins que leurs collègues d'autres sociétés de chemins de fer et que les usagers payeraient 35% moins cher que dans d'autres pays.

Comme en Allemagne où les conducteurs de train sont en grève pour dénoncer leurs salaires amputés depuis la privatisation et quasiment jamais augmentés ? Ou en France où le réseau, suite aux réductions du personnel, est si mal entretenu que cela provoque des accidents comme à Brétigny en 2013 ? Ou encore en Angleterre où certains trajets en train sont simplement devenus impayables ?

« Benchmarking » ou pas, on a tous intérêt à se mobiliser avec les cheminots pour empêcher ces attaques contre le service public, son personnel, ses usagers !



Allemagne: cheminots du syndicat GDL en grève.

Tous ensemble

Au moment même où la direction de la SNCB prépare des hausses de tarif pour des services qui seront dégradés, Test Achat porte plainte contre la SNCB afin qu'elle indemnise les voyageurs qui n'ont pas pu prendre le train à cause des grèves.

Les navetteurs de la SNCB sont des travailleurs d'hôpitaux, de banques, d'écoles,… qui subissent, eux aussi, des conditions de travail qui se dégradent en plus de la politique d'austérité, alors que les banquiers et grands actionnaires se gavent.

Un juge peut éventuellement leur faire gagner quelques euros de remboursement, mais des services publics qui fonctionnent et des conditions de travail et de salaire qui permettent de vivre, c'est par la grève, tous ensemble qu'on la gagnera.

Tous rackettés, tous révoltés

Au même moment où les dirigeants de la SNCB et de l'Etat concoctent des plans pour démanteler les services publics, la taxe au kilomètre en forme de « vignette » pour les poids lourds sur les autoroutes en Belgique est finalisée pour entrer en vigueur l'année prochaine.

En Flandre comme en Wallonie, certains politiques la verraient bien aussi pour les automobilistes, à Bruxelles ils réfléchissent à prélever un péage à l'entrée de la ville.

Vous envisagez de prendre le train pour échapper à ce racket? Ils préparent l'augmentation du prix du ticket.

Belgocontrol fait des économies…

200 vols annulés, 35 000 passagers bloqués, des millions d'euros de pertes… : c'est le coût de la panne électrique qui a paralysé le système de gestion du trafic aérien de Belgocontrol mercredi 27 mai. Une panne qui, selon le permanent syndical de la CSC Tanscom, Kurt Callaerts, est « la conséquence du plan Performance de réduction des coûts, qui se traduit par des réductions sur le personnel, sur la maintenance, sur l'investissement ».

L'un ou l'autre directeur de Belgocontrol servira sans doute de fusible à la ministre de la mobilité, Jacqueline Galant (MR), qui continuera cette politique d'économies menant à d'autres pannes… voire à des catastrophes.

Amnésique ? Schizophrène ? Aveugle ? Mythomane ? Ou juste un politicien ?

Le Président du PS, Elio Di Rupo, se dit opposé à la poursuite de la privatisation de Proximus (ex-Belgacom) et Bpost où l'Etat détient encore 51% des actions, car « c'est soumettre ces entreprises publiques à la recherche du profit à tout prix. Je suis aussi inquiet pour l'emploi dans ces entreprises, la qualité des services et leur accessibilité à tous ».

Comme par exemple les dizaines de milliers d'emplois supprimés dans ces entreprises, les contrats de facteurs low-cost à 9 € de l'heure pour 3 heures par jour, les bureaux de poste vendus et fermés dans tout le pays pour enrichir l'actionnaire privé CVC Partners d'un milliard d'euros, ou encore les rémunérations annuelles de Johnny Thijs, patron de BPost, de Didier Bellens, celui de Belgacom, de plusieurs millions d'euros ?

Tout cela existe déjà. Mais qu'à cela ne tienne ! L'« inquiétude » de l'ex-premier ministre va de pair avec un sérieux accès d'amnésie : le ministre des communications qui a privatisé Belgacom en 1995 et La Poste en 1999 s'appelait Elio Di Rupo…

Delhaize-Ahold: patrons concurrents, patrons complices... ...pour nous faire les poches.

Pour justifier les 1800 licenciements, Delhaize n'a cessé de répéter que c'est la concurrence de supermarchés hard discount comme Lidl, Aldi ou d'autres chaînes comme Albert Heijn (en Flandre) qui l'obligeait à réduire ses coûts.

Aujourd'hui, il est de plus en plus évident que déjà à ce moment-là Delhaize envisageait une fusion avec Ahold (enseigne Albert Heijn).

Les syndicats de Delhaize craignent une harmonisation vers le bas en cas de fusion car les salaires sont plus bas chez Ahold.

Quelle que soit l'issue de ces négociations entre patrons, qu'ils se considèrent comme concurrents ou comme associés, ce sera de nouveau sur le dos des travailleurs qu'ils voudront faire des économies.

Mais quand les syndicats disent qu'ils vont être attentifs à ce que les investissements ne se fassent pas uniquement dans les magasins Albert Heijn au détriment de Delhaize, c'est entretenir la division entre les travailleurs et faire croire que Delhaize ne l'aurait pas fait tout seul... alors même que les salaires ont baissé de 8% chez Delhaize après la dernière restructuration !

Dans le secteur du transport ou du bâtiment on nous fait aussi croire qu'il y a des patrons raisonnables mais qui sont obligés de s'aligner sur la « concurrence déloyale ». Mais combien de ces soi-disant concurrents sont en réalité complices pour nous faire accepter les reculs ?

Face aux patrons qui s'unissent pour nous faire les poches, il faut





l'unité des travailleurs pour imposer leurs propres revendications: Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous.

Interdiction des licenciements

Siemens, qui avait décidé de supprimer 7 800 emplois en février, a annoncé 4 500 suppressions supplémentaires. Au même moment, le groupe publie ses bénéfices. Ils ont triplé pour atteindre 3,9 milliards d'euros, en particulier par la vente de certains secteurs d'activités. Au bout du compte, les actionnaires vont toucher des dividendes en augmentation de 15%. Au même moment, Areva annonce la suppression de plus de 3 000 emplois.

La bourgeoisie augmente sa fortune aujourd'hui en détruisant les moyens de production et en jetant les travailleurs à la rue. Ce n'est pas une fatalité. C'est une course au fric qu'il faut arrêter par l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous pour un bon salaire.

Ce ne sont pas les chômeurs qu'il faut contrôler, mais les faiseurs de chômage !

Le secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale, Bart Tommelein (VLD) a décidé d'autoriser les contrôles imprévus de l'ONEM au domicile des chômeurs soupçonnés de cacher le fait qu'ils sont cohabitants.

Survivre avec une allocation de chômage est une lutte de tous les jours, quant aux allocations de cohabitants elles ne suffisent même pas pour un loyer et de la nourriture.

Les ministres renforcent les contrôles des chômeurs, mais il n'est pas question pour eux de s'en prendre aux responsables du chômage. Pour ça, il faudra que les travailleurs contrôlent les comptes des patrons, imposent les embauches nécessaires et l'interdiction des licenciements !

Ras-le-bol du hold up sur nos pensions !

Pour faire avaler la réforme des pensions, le gouvernement a lancé l'appât de la négociation sur la pénibilité.

Et voilà, c'est parti pour des négociations qui peuvent durer des années: les travailleurs du secteur de la céramique qui sont exposés à un risque élevé d'affectations graves des voies respiratoires – pénible, pas pénible ? L'ouvrier d'automobile qui répète 300 fois la même geste dans la journée, – pénible, pas pénible ? Mais qui n'a pas de métier pénible ? L'infirmière qui travaille la nuit? L'enseignant face à des classes toujours plus nombreuses ? La coiffeuse qui est toute la journée debout? L'employé de banque dont la direction a supprimé 1 collègue sur 5 et qui doit faire du chiffre à tout prix ?

Ce qui est vraiment pénible, ce sont ces négociations dont le seul but est de nous diviser. L'argent pour les pensions existe, et il faut se battre tous ensemble pour empêcher le gouvernement de le distribuer aux patrons et aux spéculateurs !

Il y a 70 ans: la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais pas du système qui l'a engendrée

Le 8 mai, on commémorait la capitulation de l'Allemagne nazie en 1945 et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Un peu partout dans le monde, chefs d'Etats et chefs d'armée, la mine grave, ont célébré ce qu'ils appellent la victoire de la démocratie et de la liberté sur le fascisme.

Leurs paroles sonnent faux alors que la guerre sévit en Ukraine. Pour le premier ministre ukrainien Iatseniouk, c'était l'occasion d'afficher un nationalisme ukrainien anti-russe, un nationalisme qui n'hésite pas à invoquer d'anciennes figures ukrainiennes pro-nazies. Pour Poutine, devant un défilé militaire impressionnant, c'était le moment de raviver le souvenir de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie, de faire appel au nationalisme russe pour soigner son image de président, alors que la crise frappe durement la population.

En face, Obama, président de la principale puissance militaire, dont 283.000 soldats sont stationnés dans le monde entier et qui a mené les guerres les plus meurtrières de ces dernières décennies, a déclaré qu'il faut éviter que de telles catastrophes se répètent… Quelle hypocrisie ! Quant à la France, elle est en train de devenir le second marchand d'armes au monde !

La Belgique n'a pas les moyens de ces grandes puissances, mais elle fait partie du camp capitaliste dont elle est toujours prête à défendre les intérêts. Alors ici aussi, la « mémoire » que l'on célèbre, celle de la soi-disant victoire de la « démocratie » sur le « fascisme », sert surtout à justifier les interventions militaires belges. Ainsi, dans une interview avec la RTBF, un haut gradé de l'armée en a très logiquement déduit qu'il fallait augmenter le budget militaire au profit d'une armée qui se battrait pour les citoyens et la démocratie.

Mais où est-elle, la démocratie en Afghanistan où l'armée belge est présente depuis 14 ans ? Ou encore au Mali où elle participe aux forces européennes qui sont intervenues. La Libye, où elle est intervenue à la suite du président français Hollande, n'est plus qu'un immense chaos !

Non, le 8 mai 1945 ne marque pas la victoire des « forces du bien » sur les « forces du mal », de la « démocratie » sur la « dictature ». L'effroyable massacre et l'immense champ de ruines que ce deuxième conflit mondial a engendrés, les 50 millions de civils et les 20 millions de soldats qui y ont péri, ne sont pas morts pour la liberté, mais pour des capitalistes concurrents.

La victoire des « Alliés » était avant tout la victoire de l'impérialisme Américano-Anglo-Français sur l'impérialisme Allemand et Japonais. Elle ne remit pas en cause le système capitaliste qui avait engendré ces deux guerres successives. Et depuis, il n'y a pas eu 70 ans de paix, mais 70 ans de conflits incessants dans tout le tiers-monde, et toujours pour les mêmes raisons.

À la fin de la Première Guerre, la colère des peuples avait déchaîné une puissante vague de révolte qui avait engendré la Révolution russe et déferlé sur un grand nombre de pays européens dont l'Allemagne. Si la révolution n'avait été finalement victorieuse dans aucun autre pays que la Russie, elle avait sérieusement ébranlé le pouvoir de la classe capitaliste.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants impérialistes vainqueurs prirent les devants pour qu'une telle situation révolutionnaire ne se reproduise pas. Ils bombardèrent systématiquement la population ouvrière allemande et les villes japonaises, dont Hiroshima et Nagasaki.

Des révoltes, il y en a pourtant eu, dans une moindre mesure en Europe, mais surtout dans les pays dominés par le colonialisme. Et beaucoup de travailleurs et de militants, dans l'Armée Rouge ou dans la « résistance », pensaient se battre pour un monde meilleur, sans capitalisme et sans guerre.

Mais les Partis Communistes, inféodés aux dirigeants de l'URSS stalinienne, trahirent ces élans révolutionnaires et se mirent au service de leur bourgeoisie.

En ce 8 mai 2015, après 70 années de conflits incessants et dans une barbarie croissante, on peut dire que l'humanité a payé cher l'absence de révolution au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans ce monde capitaliste à bout du souffle, bien incapable d'engendrer autre chose que des crises et des guerres, c'est le drapeau de la révolution communiste et internationaliste de la classe ouvrière, que les partis staliniens ont abandonné, qu'il faut relever. C'est la seule perspective qui offre un avenir à l'humanité !

Une société à irresponsabilité illimitée



Alors que les microfissures des réacteurs nucléaires Doel 3 et Tihange 2 sont encore plus inquiétantes que ce qui avait été révélé au début, la ministre Marghem (MR) veut entériner la prolongation de l'exploitation des réacteurs Doel 1 et 2 pour 10 ans.

L'étude pour voir si ces réacteurs vieux de 40 ans montrent ou pas les mêmes microfissures que les autres réacteurs n'est pourtant prévue que pour l'été 2015. Et si la ministre a commandé une expertise, elle a seulement tenu compte des passages qui allaient dans le sens de sa décision, oubliant volontairement d'informer de tous les arguments contre une prolongation.

Visiblement, ce n'est pas l'intérêt général de la population qui guide les décisions des ministres, mais celui des grands actionnaires de Suez-Electrabel. Il n'y a qu'eux en effet, qui trouvent un intérêt à continuer à exploiter ces antiques générateurs de dividendes à grand risque pour la population.

Quant à financer le remplacement de pièces vieilles de 40 ans voire le démantèlement de ces centrales et en traiter les déchets, ils ne prévoient qu'une chose : faire en sorte de faire payer cela à la population.

« Après nous le déluge » (ou en l'occurrence la catastrophe nucléaire), voilà ce que les capitalistes et les ministres à leur service appellent « diriger ». L'humanité mérite mieux.

Le tax shift fait pschit

Baisser l'impôt qui pèse sur le travail, c'était une des promesses des partis de l'actuel gouvernement fédéral.

Aujourd'hui, si tous les partis aux gouvernements, du fédéral jusqu'aux communes, se montrent très inventifs pour tirer des sous de nos poches par des taxes sur les poubelles, sur les voitures, le stationnement, etc, plus aucun d'eux ne semble pressé de baisser les impôts sur les salaires.

Les patrons, qui retiennent ces impôts à la source, envisageaient de garder la réduction d'impôt pour augmenter leurs profits. Mais comme l'a expliqué Michel Delbaere, le patron du Voka, les patrons voient aujourd'hui d'autres moyens de baisser les salaires bruts qu'ils appellent « le coût du travail ».

Alors les travailleurs n'ont pas à regretter ce « tax shift » qui n'était qu'un autre moyen de les faire payer.

Quant à faire payer les riches, ce n'est pas les gouvernements, toujours au service des plus riches, qui le feront, mais les travailleurs qui luttent contre leur exploitation !

Charlotte-Elizabeth-Diana

Le gouvernement belge veut diminuer le nombre de jours que les femmes passent à l'hôpital après l'accouchement : 4 jours doivent devenir le maximum. Le but déclaré est de faire des économies en diminuant le nombre des lits d'hôpital. Ce n'est pas demander grand-chose, disent les défenseurs de la mesure, regardez la princesse britannique Kate : c'est deux heures après l'accouchement qu'elle a quitté l'hôpital.

Oui, sauf qu'on doute que la politique d'austérité du gouvernement prévoit de remplacer le lit à l'hôpital par un palais plein de domestiques pour maman…

Pour faire votre salade de fruit : Veillez à bien presser vos patrons !

La consommation des fruits et légumes a baissé en Belgique. Ainsi d'après les chiffres d'un bureau d'étude de marché, les dépenses en fruits et légumes ont diminué de 5,8% en 2014 (-9,7 % en Wallonie, -4,4% en Flandre).

Il y a 10 ans les Belges consommaient 95,8 kilos de fruits et légumes frais par habitant et par an en moyenne contre 82,7 kilos aujourd'hui. On n'atteint donc pas la norme des 300 grammes de légumes et de 250 à 375 grammes de fruits par jour recommandés.

Pas la peine de faire une étude pour comprendre que la hausse des prix et la baisse des revenus en sont la cause.

Pour rester en bonne santé, il ne faut pas seulement penser à manger des fruits et des légumes, il faudra aussi penser à contrôler les prix et à augmenter les salaires.

